

HADRIEN CLOUET, DÉPUTÉ DE LA 1^E CIRCONSCRIPTION DE HAUTE-GARONNE
TOULOUSE - BEAUZELLE - BLAGNAC - CORNEBARRIEU - MONDONVILLE



ILS ONT OSÉ !

TRAVERSER LA RUE, ENCORE.

"Traverser la rue pour trouver du travail [...] c'est encore plus vrai aujourd'hui" annonçait Emmanuel Macron lors de son interview le 14 juillet en évoquant une soi-disant crise de recrutement. Mépris et incomptence : 97% des offres d'emploi du pays sont pourvues, avec 10 millions de recrutements annuels de plus d'un mois, les gens traversent déjà énormément de rues...

Néanmoins, certains secteurs mettent plus de temps que d'autres à recruter. Les raisons ? Des postes à bas salaires avec de mauvaises conditions de travail, des critères de recrutement absurdes ou encore l'éloignement du lieu de travail...

Pour augmenter les embauches, payons les gens correctement, organisons des emplois supportables et proches de l'habitat et diversifions les critères de recrutement !

CETTE SEMAINE

Pass sanitaire : première victoire de la NUPES

Projet de loi pouvoir d'achat : enfumage du gouvernement

Commémoration du 14 juillet : célébrer la République

À L'ASSEMBLÉE

PASS SANITAIRE : PREMIÈRE VICTOIRE DE LA NUPES

Première semaine de débats parlementaires, première victoire : le texte gouvernemental sur le pass sanitaire a été vidé des éléments les plus liberticides. Un pass ne saurait être exigé des mineurs, ni conditionner l'accès à des transports publics, ni s'imposer lors des déplacements extra-hexagonaux (donc vers et depuis l'Outre-Mer !). Cependant, aucun de nos amendements sur le déploiement de purificateurs d'air, sur la réintégration des soignants ou la gratuité des tests n'a pu être adopté : l'opposition de droite fait la maline face au gouvernement, mais dès qu'il s'agit d'adopter des mesures d'intérêt général, il n'y a plus personne.

La situation de minorité dans laquelle se retrouve le gouvernement est donc une bonne nouvelle. Cependant, tous les représentants d'En Marche à l'Assemblée nationale s'efforcent de mettre la pagaille, pour limiter l'efficacité du travail parlementaire. Délais du jour au lendemain, examen des textes en commission jusqu'à 2h du matin, levée de séance toutes les heures... Ils tentent de gagner en manœuvres bureaucratiques ce qu'ils ont perdu dans les urnes.

La présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, s'est quant à elle octroyé de nouveaux pouvoirs. Hostile à la présidence de la commission des Finances par Eric Coquerel, la voilà qui récupère la "délégation article 40". Que cela signifie-t-il ? Que le président ou la présidente de la commission des Finances doit juger si un amendement déposé par les parlementaires représente un coût pour les dépenses publiques. Elle jugeait Eric Coquerel insuffisamment rigide et libéral, aussi l'écarte-t-elle dans un abus de pouvoir. Elle comptait notamment interdire les amendements exigeant de réintégrer les soignants non-vaccinés, au titre du "coût" que cela représente - alors qu'ils sont seulement suspendus. Mais nous apprenons, semaine après semaine. Nous sommes désormais en mesure de surmonter leurs obstacles.

PROJET DE LOI POUVOIR D'ACHAT : ENFUMAGE DU GOUVERNEMENT

Ce lundi 18 juillet débute l'examen du projet de loi "pouvoir d'achat" du gouvernement " à l'Assemblée nationale. Véritable fumisterie, ce projet de loi n'est en fait qu'une facture géante, adressée à la population pour lui faire les poches. Plutôt que des augmentations de salaires, le gouvernement ne propose que des primes d'intéressement, c'est-à-dire des primes hypothétiques qui dépendent des résultats de l'entreprise, sans négociation avec les salarié.es. Ces primes, exonérées de cotisations ne comptent pour la pension de retraite et contribuent à mettre les comptes de la Sécurité sociale dans le rouge. La conséquence directe de l'intéressement c'est le gel des salaires, c'est travailler plus durement et plus longtemps pour espérer une prime : c'est travailler plus pour gagner peut-être. Ce projet de loi ne propose rien pour parer à l'inflation et aux prix qui explosent : en un an les prix de l'énergie ont augmenté de plus de 33% et ceux des produits alimentaires de 5,7% ! Après la commission des Affaires sociales (mon discours [ici](#)), la lutte pour le pouvoir d'achat continue dans l'hémicycle !

EN BAS DE CHEZ NOUS

COMMÉMORATION DE LA RAFLE DU VÉLODROME D'HIVER

Toulouse, 17 juillet - Il y a 80 ans, la police de l'État français sous ordre de Vichy, lance la plus grande rafle d'Europe : 13000 juifs - dont 4000 enfants sont arrêtés et détenus au Vélodrome d'Hiver à Paris, sans eau ni nourriture pendant cinq jours, avant d'être déportés vers les camps de la mort nazis. C'est en mémoire de ce crime de guerre que fut instaurée la journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux "Justes" de France.



CÉRÉMONIES DU 14 JUILLET



Toulouse, 14 juillet - En cette fête nationale, nous célébrons les 14 juillet, au pluriel : 1789, 1790, 1795 et 1880 : moments fondamentaux dans l'établissement d'une République, où le pouvoir héréditaire est banni et où la seule légitimité est celle du peuple. Défilés militaires, bals et banquets républicains sont organisés dans le

tout le pays pour la fête nationale, mais pourquoi ces événements ? En 1789, un mouvement populaire permet aux sujets de devenir citoyens en envahissant la prison de la Bastille, symbole de l'arbitraire royal. La fête de la Fédération en 1790 proclame l'unité nationale autour de la Constitution : la Nation est politique, pas ethnique ni religieuse. 1795, la Convention adopte l'hymne la Marseillaise, contre les despotes et les tyrans. C'est en 1880 que notre devise est gravée sur le front des édifices publics "liberté, égalité, fraternité."

L'ÉQUIPE D'HADRIEN CLOUET

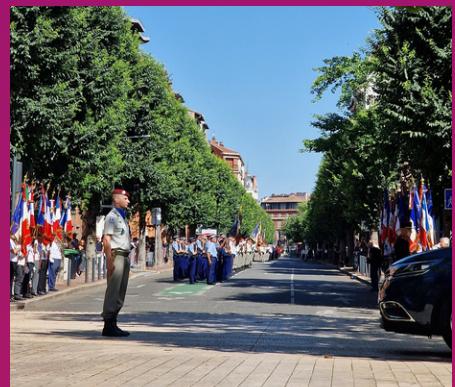


- **Redwan Rezzak-Mulero**, 29 ans : Collaborateur à l'Assemblée
- **Alice Lemarinel**, 27 ans : Collaboratrice à l'Assemblée
- **Guillaume Bichet**, 25 ans : Collaborateur en circonscription
- **Héloïse Gaudin**, 18 ans : Collaboratrice à l'Assemblée

L'ASSEMBLÉE HORS LES MURS

CÉRÉMONIES DU 14 JUILLET

DÉFILÉ MILITAIRE



Toulouse - Au défilé militaire, avec les député.es de la Haute-Garonne Anne Stambach-Terrenoir et François Piquemal. Les professionnels de la Défense, habituellement loin des places publiques, sont en pleine lumière. La Nation salue celles et ceux prêts au sacrifice ultime pour la défendre ; elle rappelle que la puissance militaire est sous son contrôle politique et civique.

BANQUET REPUBLICAIN



Toulouse - Au banquet républicain présidé par George Méric, président du conseil départemental de Haute-Garonne. Interdit par le Bonapartisme et la monarchie, le 14 juillet était célébré de 1804 à 1848 par des banquets républicains clandestins.

VICTOIRE POUR MOBINA SHAMELI !

La semaine dernière nous apportions notre soutien à Mobina Shameli, jeune scientifique iranienne déboutée du droit d'asile. Par sa mobilisation, Mobina a obtenu un titre de séjour de 3 mois, à l'issue duquel lui sera délivré un visa étudiant. Elle pourra ensuite déposer une demande de naturalisation.

RETRouvez-nous, rejoignez-nous, contactez-nous !

hadrien.clouet@assemblee-nationale.fr

facebook.com/HadrienClouet

@HadrienClouet

instagram.com/hadrienclouet